L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ : UNE VISION DU MONDE

(PARMI D'AUTRES)

PAR JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNIE

CHARGÉ D'ÉTUDES ET ANALYSES À PAC

Au début des années '70, la problématique environnementale s'est définitivement invitée à la table des responsables politiques : le contexte fordiste d'après-guerre avait rendu insoutenable l'emprise de la production (et de la consommation) sur la Planète[1]. Un autre tournant majeur s'annonçait, que les élections de Margaret Thatcher (1979) et de Ronald Reagan (1981) ont parfaitement incarné : les grandes orientations politiques seraient dorénavant marquées au sceau d'un nouveau libéralisme. La gauche devait elle-même se rendre à ces raisons dès 1983, avec le « tournant de la rigueur[2] » initié par François Mitterrand, par exemple. Qu'on ne se méprenne pourtant pas : jamais, nos économies ne sont sorties du cadre capitaliste, jamais elles n'ont complètement rompu avec les logiques de marché. Le fordisme d'après-guerre, par exemple, était un accommodement passager que les crises du pétrole (entraînées par son renchérissement massif) ont suffi à mettre à mal : le cadre de pensée proprement libéral a ensuite simplement trouvé à mieux s'exprimer.

PAC consacre cette analyse à dessiner la « vision du monde[3] » libérale, qui sous-tend toute forme de « théorie du marché[4] ». Parler de Weltanschauung :

---

[1] Cf. « **Les « trente glorieuses » ? Au diable la nostalgie ! (Du compromis fordiste au surgissement de la problématique environnementale)** » - à référencer.

[2] https://fr.wikipedia.org/wiki/Tournant_de_la_rigueur

[3] Au sens de Weltanschauung. « Avoir une conception du monde (*Weltanschauung*), c'est se former une image du monde et de soi-même, savoir ce qu'est le monde, savoir ce que l'on est. [...] Toute conception du monde a une singulière tendance à se considérer comme la vérité dernière sur l'univers, alors qu'elle n'est qu'un nom que nous donnons aux choses. » - Carl Gustav Jung). Hors du champ de la philosophie, la notion de Weltanschauung est aujourd'hui souvent rendue par le terme moderne de *paradigme*, dont elle constitue l'un des sens.

[4] A la suite de Denis BARTHELEMY, Martino NIEDDU, Franck-Dominique VIVIEN, « Externalités ou production de patrimoines ? – Les enseignements de travaux récents sur l'agriculture et l'environnement »

- c'est affirmer clairement que des alternatives existent : la théorie de marché n'est qu'une vision du monde parmi d'autres ;
- c'est dès lors aussi récuser nettement le caractère prétendument scientifique des théories du marché pour ne les considérer que comme une idéologie relativement cohérente, quelles que soient les querelles qui animent ses rangs.

Cette analyse qui s'attache à décrire les piliers de l'idéologie libérale (de l'individualisme méthodologique au principe de rareté ou au marché), PAC a voulu qu'elle puisse servir de « matrice ». En d'autres termes, que la vision du monde exposée soit utilisable aussi bien pour décoder une analyse des politiques de l'emploi que de gestion du chômage ou encore des problèmes environnementaux…

C'est dans cette optique que la Weltanschauung des thuriféraires du marché est abordée avec le plus d'objectivité possible.

I. L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ : UNE VISION DU MONDE[5]

L'INDIVIDUALISME MÉTHODOLOGIQUE

L'individualisme méthodologique est une vision du monde qui explique les phénomènes économiques et sociaux à partir de certains éléments primitifs comme les actions, réactions et interactions entre les individus. Dans cette optique, par définition, tous les évènements qui fondent l'histoire humaine et donc l'histoire économique, politique et sociale, sont toujours le produit de *l'action humaine individuelle*, car seuls les êtres individuels agissent. Les groupes et les structures sociales ne sont pas des « êtres » à part entière, ils ne reçoivent une signification qu'à partir des intentions et projets des individus qui y sont impliqués.
Enfin, l'histoire conduit inexorablement à l'avènement de cet agent individuel, qu'on appelle « homo oeconomicus » : un individu rationnel, calculateur et visant à maximiser son bien-être (ou son « utilité », voir ci-après).

L'UTILITE

(Lavoisier | « Géographie, économie, société » 2004/3 Vol. 6 | pages 331 à 352) - http://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2004-3-page-331.htm, nous proposons d'appeler « science économique du marché » et, par raccourci, « économistes ou théoriciens du marché », l'approche de la science économique qui consiste : soit à voir dans les relations de marché l'exclusivité des relations économiques d'une société ; soit à considérer que la rationalité des relations de marché s'impose comme rationalité ultime, structurante, de l'ensemble des relations concernant l'allocation des ressources, la production et la répartition des biens dans une société.

[5] La présente analyse s'inspire de **Le cadre de l'économie néoclassique de l'environnement** - Thierry TACHEIX - in Liaisons N° 66-67 – 1er et 2e trimestres 2005

L'utilité d'un bien est le degré de satisfaction qu'un individu (et un seul) retire de son usage. Et c'est l'utilité qui donne sa **valeur** au dit bien. Dans ce cadre de pensée, la valeur est donc complètement subjective. L'utilité est la *« mesure de la satisfaction qui résulte, pour un individu, de la possession de certaines quantités de biens, indépendamment de la valeur marchande de ces biens*[6] *».*
Sur un plan qu'on pourrait qualifier d'éthico-économique, Adam Smith[7] considère que l'égoïsme de chacun conduit par la satisfaction de son intérêt à un équilibre pour tous. Autrement dit, la recherche des intérêts particuliers aboutit à l'intérêt général.

L'allocation des ressources est considérée comme le problème économique de base ; elle renvoie à la nécessité de procéder à des choix, d'établir des préférences, des priorités, entre différentes alternatives concurrentes. Elle concerne aussi bien le consommateur (la demande) que l'offre (la production). « *Les individus et les groupes ont un grand nombre de besoins, mais la plupart des ressources dont ils disposent pour les satisfaire existent en quantité limitée. Le problème économique consiste, pour ces individus et ces groupes, à hiérarchiser leurs besoins, puis à effectuer des arbitrages entre ces besoins sous la contrainte de leurs ressources disponibles.* [8]»

- Par exemple, un ménage dispose de ressources limitées (son « budget ») ; il est donc contraint de choisir entre différents biens : d'abord, il lui faut satisfaire les besoins de base, puis, le cas échéant, procéder à des choix entre divers frigos ou entre un frigo et une seconde télévision, etc.
- Par exemple, une entreprise pour produire plus devra choisir entre engager plus de personnel ou moderniser ses machines…

LE TRAVAIL COMME RESSOURCE RARE

Le travail est une ressource rare comme une autre, qui trouvera toujours une manière de s'employer à condition d'accepter une rémunération adéquate issue des mouvements naturels des prix. Dans ce sens, le marché du travail doit respecter les conditions communes à tout marché où seule l'initiative individuelle existe. Le marché doit être transparent (information parfaite) et les individus doivent effectuer des calculs rationnels. Ainsi, l'offre de travail émane des individus qui raisonnent sur un salaire réel, les effets de l'inflation étant supposés faire partie de leurs calculs. Les agents effectuent en quelque sorte un arbitrage entre les avantages tirés du statut de chômeur et ceux engendrés par l'obtention d'un travail rémunéré, le salaire étant « le prix de renonciation aux loisirs » selon les enseignements de Gary Becker[9].

---

[6] **Dictionnaire de l'économie** - édition 2010 -Larousse
[7] Adam Smith, écossais et professeur de « philosophie morale » de son état, est né en 1723. Il publie en 1776 « Recherche sur les causes et la nature de la richesse des nations », ouvrage considéré aujourd'hui comme l'acte de naissance de l'analyse économique et du libéralisme (http://www.economie.gouv.fr/facileco/adam-smith). On doit à la vérité d'ajouter que la pensée d'Adam Smith était beaucoup plus complexe et nuancée que ne le laisse supposer cette simple citation.
[8] http://fr.questmachine.org/Le_probl%C3%A8me_%C3%A9conomique
[9] Gary Becker (né le 2 décembre 1930 et mort le 3 mai 2014) est un économiste américain connu pour ses travaux, au sein de l'école de Chicago, visant à élargir le champ de l'analyse microéconomique à de nombreux comportements humains. Il a notamment été parmi les premiers à explorer la notion de capital humain.

Dès lors, les nombreuses mesures mises en place par les pouvoirs publics pour protéger les chômeurs peuvent avoir des conséquences de « désincitation », les individus préférant le chômage à l'activité. Pour l'économiste Jacques Rueff[10], par exemple, c'est l'instauration de différentes formes d'indemnisation du chômage qui est la cause du chômage permanent. Pour Rueff, sans indemnisation le travailleur accepte les baisses de salaire car il est obligé de travailler, la peur de la misère étant un puissant mécanisme d'incitation. Il estime que le mécanisme des prix libres, de par le processus d'adaptation progressive, permet d'absorber le chômage.

Le cadre de pensée néo-classique, soutient qu'au moins une partie des chômeurs se sont mis volontairement dans cette situation, ou acceptent d'y rester pour une durée plus ou moins longue. Cette situation est liée à un désir de rechercher, dans les meilleures conditions, le plus d'informations possibles sur les emplois offerts. C'est ainsi que des travailleurs, estimant incomplète leur vision du marché du travail, vont refuser des emplois jugés inintéressants, voire abandonner leur emploi s'ils en ont un, préférant procéder librement à une recherche d'informations complémentaires. Dans ce cas, le travailleur préfère rechercher d'abord l'ensemble des opportunités, en effectuant un calcul de type coût/avantage, le coût (absence d'emploi) étant supposé inférieur à l'avantage (trouver un meilleur emploi). En ce sens, des indemnités élevées de chômage diminuent le coût pour le travailleur et donc augmentent cette forme volontaire de chômage.

LE MARCHÉ

Pour atteindre l'intérêt général sur base des égoïsmes individuels, il faut que ces derniers trouvent à s'exprimer : le marché est le *lieu* (fût-il virtuel) de cette expression.
La théorie suppose dès lors un marché idéal[11] où la demande (portée par les *consommateurs*) est une fonction décroissante des prix (plus le prix d'un bien augmente, moins il y a de demande), tandis que l'offre (portée par les *producteurs*) est une fonction croissante des prix (plus le prix d'un bien est élevé, plus les entreprises vont se mettre sur ce marché : l'offre va donc augmenter).
Dans ces conditions, le marché est **efficace** puisqu'il n'y a pas de gâchis : les facteurs de production (travail & capital) sont employés en priorité pour produire à moindre coût les biens et services les plus utiles (au sens défini ci-dessus) aux consommateurs. Offre et demande s'équilibre pour la meilleure utilité de tous.
Un marché complètement efficace atteint un optimum, dit de Pareto : une situation dans laquelle on ne peut accroître le bien-être d'un individu sans réduire celui d'au moins un autre.

Le capital

[10] Jacques Rueff, né le 23 août 1896 et mort à Paris le 23 avril 1978, est un haut fonctionnaire et économiste français. Il a joué un rôle majeur dans les réformes économiques libérales réalisées en France à partir de 1958.
[11] Le mot idéal est ici à prendre en son sens premier : relatif au monde des Idées. Ce marché peut s'incarner de différentes façons : la Bourse en est un bon exemple, de même qu'une criée aux poissons…

Pour les théoriciens du marché, la production ne s'appuie que sur 2 facteurs : le capital et le travail matériel.
Cette approche conduit à devoir considérer que le capital est divisé en différents types.
A côté du capital produit (autrement dit les moyens de production fabriqués par l'homme, les infrastructures, etc.), sont venus prendre place :

- le capital humain : des citoyens en bonne santé, instruits et productifs ;
- le capital social : les réseaux de normes, de valeurs et de convictions communes qui facilitent la coopération au sein des groupes et entre eux ;
- et le capital naturel, qui comprend les ressources naturelles, renouvelables ou non, qui entrent dans les processus de production ainsi que les « actifs environnementaux » essentiels à la survie de l'espèce.

II. La valeur et le marginalisme

Nous venons de présenter une certaine vision du monde. On pourrait la qualifier de « **libérale** ». Précisons néanmoins que les principes exposés ci-avant ont été, et demeurent, largement discutés et ont fondé diverses écoles.
Pour ne prendre qu'un exemple, Adam Smith rétorquait aux théoriciens qui fondaient la valeur d'un bien sur son « utilité » qu'« *il n'y a rien de plus utile que l'eau, (mais qu')elle ne peut presque rien acheter ; à peine y a-t-il moyen de rien avoir en échange. Un diamant, au contraire, n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises* ».
Le débat qui a suivi a donné naissance à l'école marginaliste, selon laquelle le paradoxe de l'eau et du diamant peut être résolu si l'on distingue l'« utilité totale » que l'on tire d'un bien et son « utilité marginale ».

- l'utilité totale désigne la satisfaction globale qu'un individu peut retirer de la consommation d'un bien ;
- l'utilité marginale renvoie à la satisfaction que procure une *variation* de la quantité consommée d'un bien.

Ainsi, si l'eau a une utilité totale forte par rapport à celle des diamants, son utilité marginale est faible du fait de son abondance. Autrement dit : on ne va pas débourser une forte somme pour boire un 2ème verre d'eau quand le 1er a étanché l'essentiel de notre soif. En revanche, l'utilité marginale d'un diamant (un 2ème diamant après le 1er), du fait de sa rareté, en fait un bien plus cher, même si son utilité totale est moindre que celle de l'eau.
La théorie de l'utilité marginale affirme ainsi que les comportements des individus sont guidés par l'utilité marginale et non par l'utilité totale. Ce qui signifie que le fondement de la valeur d'un bien n'est pas son utilité totale, mais son utilité marginale, c'est-à-dire sa rareté, rareté qui se trouve mesurée par un prix sur le marché

Dans ces conditions, on peut comprendre que les théories libérales ait si longtemps marqué si peu d'intérêt pour l'environnement : de l'eau à l'air en

passant par les minerais, tout paraissait inépuisable, n'être pas « rare » et n'avoir donc aucune valeur particulière.

DE LA TYRANNIE DU NOMBRE : L'HOMO OECONOMICUS

Le corpus idéologique des doctrines de marché postule un être humain calculateur, rationnel, cherchant à maximiser son utilité, etc. Selon les **Principes d'économie politique** de Menger (Vienne - 1871), les humains se comportent de la façon suivante : l'individu classe par ordre d'importance décroissante ses besoins généraux, en allant du plus urgent au moins urgent. Par exemple, il cherchera dans un 1er temps à satisfaire ses besoins alimentaires, puis dans un 2ème temps, sanitaires, puis de confort et terminera par les besoins de divertissement. Menger illustre son propos par une table.

Table d'intensité des besoins (Table de Menger)

Besoins généraux et biens correspondants →

Degré d'intensité de satisfaction des besoins ↓

I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1
9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
8	7	6	5	4	3	2	1	0	
7	6	5	4	3	2	1	0		
6	5	4	3	2	1	0			
5	4	3	2	1	0				
4	3	2	1	0					
3	2	1	0						
2	1	0							
1	0								
0									

La Table de Menger comprend dix *échelles* (ce sont les lignes verticales) correspondant aux besoins généraux et aux biens sensés y répondre, biens que l'individu classe du plus urgent au moins urgent. Par exemple, l'échelle I correspond au pain et l'échelle X au tabac.

Pour chacun de ces biens, les « degrés d'intensité de satisfaction » de la première unité entière de chaque bien vont donc de 10 à 1 - voir 1ère ligne horizontale) ;

En consommant à chaque fois une unité entière de bien, la satisfaction de l'individu va décroître régulièrement jusqu'à la saturation. Ainsi, pour la première classe (I), le pain, la saturation arrive à la 11e unité consommée (c'est le chiffre zéro de la 1ère ligne verticale), pour la deuxième classe (II), qui correspond par exemple à l'eau, la saturation arrive à la 10ème unité consommée (2ème ligne verticale), etc.

Quand l'individu parvient à la 10ème unité de pain consommée, il y a équivalence avec la 9ème unité d'eau ou avec la 1ère unité de tabac (classe X) : l'indice de satisfaction est en effet à chaque fois de 1.

Il faut à présent introduire la contrainte budgétaire (le budget dont l'individu dispose).

Admettons que l'individu dispose d'un budget de 10 euros, utilisable uniquement dans les classes I à IV (on suppose donc un budget relativement limité ; c'est ce qui contraint l'individu à choisir dans les classes qui sont supposées correspondre à des biens de base).

Pour simplifier, supposons que le prix de l'unité de chaque bien soit de 1 euro. L'individu peut donc se procurer dix unités de biens appartenant à ces quatre classes.

Comment parvient-il à maximiser son utilité totale ?

Toute autre combinaison réduisant son utilité totale, l'Homo Oeconomicus choisit 4 unités de I (utilité totale : 34, soit 10+9+8+7), 3 unités de II (utilité totale : 24, soit 9+8+7), deux unités de III (utilité totale : 15, soit 8+7) et une unité de IV (7).

Nous avons voulu qu'au terme de cette analyse le lecteur soit en mesure d'inscrire l'évolution politique et sociale de nos sociétés dans la vision du monde et dans le cadre de pensée dont nous pensons qu'ils guident - certes, avec des nuances - l'essentiel des décisions de « nos responsables ».

Afin de demeurer aussi clairs que possible, nous nous sommes abstenus d'opposer des contre-arguments aux ressorts de l'idéologie que nous avons tâché d'exposer. Qu'on sache cependant que PAC est très loin d'adhérer aux prémisses (*l'individualisme méthodologique ou l'utilité)* ou aux divers préceptes du corpus idéologique de l'économie de marché.

On ne peut d'un trait de plume ou d'un revers de main balayer les travaux de la sociologie de Durkheim à Bourdieu - Mme Thatcher ne s'étant pas pourtant abstenue de le faire en déclarant : « Society ? There is no such thing as society[12] ». Pour PAC encore, et par exemple, la définition de la « valeur » est centrale en économie politique et elle nous paraît être traitée avec une insupportable légèreté par les théories dominantes (elle ne serait fondée que sur la satisfaction individuelle ?).

Il est vrai que s'interroger de façon méthodique sur ce qui fonde la valeur conduit tout naturellement à s'interroger sur le travail - tâche dont s'étaient au demeurant fort honnêtement acquittés les grands économistes fondateurs comme David Ricardo. Et que s'interroger sur le travail, c'est réintroduire en économie la question de l'exploitation (par contre soigneusement évitée par les fondateurs, disons-le aussi). Un concept qui n'existe pas pour la doctrine de marché…, un point aveugle dont auraient beaucoup à dire pourtant les « Damnés de la Terre ».

S'interroger sur la « valeur », c'est aussi ouvrir la possibilité d'instaurer les notions de patrimoine, de sanctuaire, d'inviolabilité, bref de soustraire l'environnement à la voracité marchande.

C'est le même souci d'occultation des rapports sociaux qui empreint la réduction mécaniste de la production à deux facteurs (le travail et le capital). Le facteur travail,

[12] Dans le Women's Own magazine, du 31 octobre 1987 : La société ? Une chose telle que la « société » n'existe pas.

en théorie de marché, est en effet constitutif du « marché du travail ». Cette expression, dont on use aujourd'hui avec désinvolture et sans doute le plus souvent sans voir à quoi elle a fini par renvoyer, fait de chaque travailleur un individu calculateur à la recherche de la maximisation de son utilité. Dès lors, l'on ne chôme que parce que, tous calculs faits, on choisit le temps libre - les « loisirs » - plutôt que l'occupation professionnelle… Cette vision est aujourd'hui largement dominante (même si elle s'exprime avec plus ou moins de prudence). Qu'elle est donc loin l'« armée de réserve » de Marx, où le chômage n'est pas un choix personnel mais un facteur de gestion de la productivité et résulte des rapports de force sociaux - comme en témoigne le « plein emploi » des soi-disant 30 glorieuses.

La disponibilité du travail influe en effet sur le montant des salaires : plus la population active au chômage grandit, plus les salaires baissent. A l'inverse, s'il y a des emplois disponibles et un faible niveau de chômage, cela tend à élever le niveau moyen des salaires…

Si la volée de critiques que l'on peut continuer d'adresser à la conception du monde que nous venons d'exposer ne change pas fondamentalement son emprise sur la Planète, pour PAC, le travail de désengagement de ce que l'on nomme avec justesse « pensée unique » commence par la mise au jour de ses ressorts fondamentaux, tâche que nous avons tenté d'accomplir ici avec une certaine objectivité, visant à en garantir la clarté.